

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 27 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Syndicat Centre Hérault

Route de Canet
34800 ASPIRAN

Références : UD34/H2/2022/230
Code AIOT : 0018300581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2022 dans l'établissement Syndicat Centre Hérault implanté Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Syndicat Centre Hérault
- Centre de stockage de déchets ménagers lieu dit Mas d'Arnaud 34700 SOUMONT
- Code AIOT : 0018300581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site est exploité en régie directe par le Syndicat Centre Hérault (SCH), sous l'autorisation de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 2009-I-1613B du 30 juin 2009 (complété par l'AP n° 2012-I-2662 du 19 décembre 2012). L'autorisation d'exploiter arrivant à échéance fin 2022, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation pour prolonger l'exploitation du casier Ouest de 9 ans. La procédure d'autorisation est en cours.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle vidéo
- Caractérisation des déchets issus de la station d'épuration interne

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Production de déchets	Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets issus de sa station de traitement des lixiviats (concentrats et boues biologique) doivent être caractérisés conformément à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement

Les prescriptions de l'article D541-48-1 du code de l'environnement relatives au contrôle vidéo doivent être respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article L.541-7-1
Thème(s) : Autre, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles. Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur. Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers. Le présent article n'est pas applicable aux ménages.
Constats : L'exploitant n'a pas caractérisé les déchets (concentrats et boues biologique) issus de sa station de traitement des lixiviats, pour déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019. Les seuls résultats présentés par l'exploitant sont des analyses physico-chimique des boues qui ne correspondent pas à la caractérisation demandée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Il est demandé à l'exploitant de caractériser les déchets (concentrats et boues biologique) issus de sa station de traitement des lixiviats conformément à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. En attendant ces caractérisations, l'exploitant doit considérer ces déchets comme dangereux et les éliminer dans les filières adéquates autorisées. L'exploitant peut se baser sur le guide INERIS-DRC-15-149793-06416A : Classification réglementaire des déchets - Guide d'application pour la caractérisation en dangerosité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article D541-48-1
Thème(s) : Autre, Contrôle vidéo
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. [...]</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <p>«- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</p> <p>«- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. [...]</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <p>« - le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;</p> <p>« - la finalité du traitement installé ;</p> <p>« - la durée de conservation des images ;</p> <p>« - le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;</p> <p>« - le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que</p> <p>« - la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>« L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>« L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p> <p>IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.</p> <p>Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,</p> <p>Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.</p> <p>Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.</p> <p>Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification.</p>

Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<p>Constats : L'inspection a constaté à l'entrée du site une signalisation indiquant la présence d'un dispositif de contrôle par vidéo mais les informations affichées ne comportent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la durée de conservation des images ; - le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; - le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), - la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection un journal qui recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La plaque d'immatriculation est filmée à l'entrée du casier en exploitation. L'inspection note que lors de l'opération de déchargement selon le positionnement du camion la plaque d'immatriculation n'est pas lisible sur le film.</p> <p>Les vidéos présentées à l'inspection par l'exploitant montrent que l'image des personnes filmées n'est pas anonymisée.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection ne pas avoir informé individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p> <p>L'exploitant ne tient pas de liste du personnel habilité pour visionner les images de la vidéo.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article D541-48-1 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois